481

CONSIDÉRATIONS

SUR

LES CÉRÉALES

ET PRINCIPALEMENT

SUR LES FROMENTS,

PAR

M. LE DOCTEUR LOISELEUR-DESLONGCHAMPS,
Membre de la Société royale et centrale d'agriculture, etc.

COMPTE-RENDU PAR M. VILLERMÉ.



PARIS.
Au bureau du Journal des Economistes
Chez Guillaumin, Éditeur,
GALERIE DE LA BOURSE, 5, PANORAMAS.

1843

EXTRAIT

DU

JOURNAL DES ÉCONOMISTES,

Revue mensuelle de l'Économie politique, des Questions agricoles, manufacturières et commerciales.

Nos 22. — Septembre 1843.

PRIX D'ABONNEMENT : 30 FR. PAR AN POUR TOUTE LA FRANCE ;
SIX MOIS : 16 FR.

Imprimerie de Hennuyer et Turpin, rue Lemercier, 24. Batignolles.

CONSIDÉRATIONS
SUR LES CÉRÉALES
ET PRINCIPALEMENT
SUR LES FROMENTS[1],

PAR M. LE DOCTEUR LOISELEUR-DESLONGCHAMPS,
Membre de la Société royale et centrale d'agriculture, etc.

Mon intention n'est point de donner une analyse complète de cet ouvrage; je ne dois d'ailleurs en parler que sous un seul rapport. Mais comme on y trouve réunies à de savantes recherches sur le froment de curieuses expériences sur cette plante si utile à l'homme et des vues profondes sur sa culture, je commence par demander la permission de signaler en quelques mots celles de ces expériences et de ces vues qui me paraissent les plus importantes.

Je m'arrêterai d'abord à une observation qui est du plus grand intérêt; la voici :

Dans les plantes phanérogames, c'est-à-dire les plantes dont les organes sexuels sont apparents, la fécondation, le plus souvent, a lieu à découvert. Mais d'après M. Deslongchamps, ce serait au contraire à huis clos, avant l'ouverture des fleurs, que se ferait celle du froment, et elle s'opérerait ainsi malgré les vents et les pluies, qui s'opposent ordinairement à la production des graines et des fruits en dissipant la poussière fécondante du pollen. L'influence fâcheuse de ces intempéries se bornerait tout au plus, pour les froments, car l'opinion des agriculteurs sur ce point ne peut pas être complétement fausse, à quelques grains du sommet des épis. Cette observation, que l'auteur ne présente qu'avec quelque doute et qu'il invite tous les physiologistes, tous les agronomes à vérifier, serait d'une immense conséquence, puisque si de nouvelles expériences viennent la confirmer, il s'ensuivrait que la plante prise par les premiers agriculteurs pour faire leur nourriture était celle dont les récoltes sont le moins dépendantes ou à peu près

[1] Un volume in-8°, Paris, 1843, chez Mme veuve Bouchard-Huzard.

des variations atmosphériques. Sous ce rapport, elle était donc la meilleure que l'on pût choisir.

On sait que les blés semés en automne viennent plus beaux et produisent toujours plus de grain que les blés semés vers le printemps. En outre, le laboureur qui sème du froment en retire ordinairement, dans nos climats, de 4 à 8 fois la semence, et de chaque grain qui lève, un seul épi; tandis qu'un grain unique de cette céréale, que le hasard fait tomber sur une terre non préparée pour lui, donne quelquefois 50, 100, 140 épis, et 1,000, 2,000 ou même 3,000 grains et plus. Puisque le principe d'une aussi merveilleuse fécondité existe dans la graine du froment, ne pourrait-on pas donner à cette graine les moyens de le développer? Et jusqu'à quel point le peut-on dans l'intérêt bien entendu des agriculteurs en particulier et de la société en général?

Ces faits, qui semblent ignorés quoiqu'ils soient connus de temps immémorial, et ces réflexions, ont conduit M. Deslongchamps à entreprendre une série de recherches et d'expériences desquelles il résulte que deux causes principales rendent, dans l'état actuel de l'agriculture, les récoltes de froment beaucoup plus faibles qu'elles ne pourraient être, à savoir : 1° la saison trop avancée où l'on fait généralement les semailles, 2° et la trop grande quantité de semence que l'on y emploie.

Ainsi il a constaté (je demande pardon à l'Académie, ces détails sont d'un grand intérêt pour l'economie politique); ainsi, dis-je, M. Deslongchamps a constaté, par la comparaison des produits d'un grand nombre de variétés de blé semées comparativement à deux époques différentes, et de dix autres qui l'ont été à trois époques, le 28 août, le 16 octobre et le 9 mars, que toujours les premiers semis ont rapporté plus que les seconds, et ceux-ci plus que les derniers. On peut en général considérer les semis d'automne comme produisant moitié plus que ceux de la fin de l'hiver. Mais, dans l'opinion de beaucoup de fermiers, les variétés de blé que l'on sème avec profit en automne rendraient moins, semées au printemps, que les blés dits de mars.

L'auteur n'admet point cela. Déjà Tessier avait soutenu que la distinction des blés en ceux d'automne et en ceux du printemps était chimérique; qu'on change avec le temps ceux-ci en ceux-là, et réciproquement; qu'il ne s'agit que de les y accoutumer peu à peu en semant graduellement plus tard qu'on ne le fait les blés d'automne et plus tôt les blés de mars. M. Deslongchamps va plus loin. Ayant semé à deux époques, en octobre et en mars, 111 mêmes variétés de froment réputées les unes blés d'automne et les autres blés de mars, il les a vues toutes mûrir également bien, avec une différence seulement de dix jours de retard pour les semis de mars; d'où il a conclu que les mêmes froments peuvent être semés indifféremment et sans aucune préparation, soit en automne, soit au printemps. Il pense toutefois que

certaines variétés résistent moins bien que d'autres aux fortes gelées, et doivent par conséquent n'être semées qu'après l'hiver.

Quoi qu'il en soit, l'auteur a constamment obtenu de 100 grains de froment semés en lignes dans des sillons ou rigoles, sur un centiare, ou un mètre carré de terre labourée avec la bèche, une fois et jusqu'à deux fois plus de grains que les cultivateurs n'en retirent d'une égale mesure de terre labourée avec la charrue et sur laquelle ils ont jeté à la volée de 5 à 600 grains. C'est, pour la même quantité de semence, une récolte 10 ou 15 fois aussi forte, ou pour la même récolte en grains, 10 à 15 fois moins de semence.

Ces différences parlent assez d'elles-mêmes, il serait superflu de s'y arrêter; mais il ne l'est peut-être pas d'en donner l'explication.

Dans les semis ordinaires de froment, les grains jetés à la volée sont trop nombreux, trop près les uns des autres; leurs racines se rencontrent, se nuisent mutuellement, ne prennent pas assez de force : trop faibles, elles ne peuvent donner naissance qu'à de faibles tiges, dont beaucoup avortent, et ces faibles tiges à de faibles épis. Ajoutez que presque tous les pieds restent simples, et que le petit nombre des autres pousse de 2 à 3 épis seulement, ou au plus jusqu'à 7.

Dans les semis de M. Deslongchamps, au contraire, les grains, clair-semés, ont plus de place pour jeter de profondes racines, et les tiges, moins pressées d'abord, reçoivent mieux les influences favorables de l'atmosphère et de la lumière, sont plus facilement nourries, deviennent plus grosses, finissent par taller ou former des touffes à tiges multiples, composées pour la plupart de 2 à 20 épis, même pour quelques-unes de 30 à 40. Ces conditions s'obtiennent d'autant mieux que les blés, semés plus tôt, ont plus de temps pour étendre profondément leurs racines, ce qui leur permet de mieux résister aux sécheresses du printemps. Un autre avantage encore, quand on les sème de bonne heure, ou dès les mois d'août et de septembre, c'est qu'ils peuvent être fauchés dans l'automne ou à la fin de l'hiver, et que cette opération, qui donne un fourrage vert précieux du goût de tous les bestiaux, fait taller les jeunes chaumes ou repousser de leurs pieds plus de tiges et par suite produire plus d'épis.

On vient de voir les avantages qu'il y a de semer le blé en lignes et à la main, comme l'a fait l'auteur; voyons aussi les inconvénients.

Si cette méthode économise la plus grande partie de la semence, produit des récoltes extrêmement abondantes, comparées aux récoltes que donne la grande culture, surtout lorsque l'on avance l'époque des semailles, elle exige néanmoins un tel nombre de bras, qu'on ne saurait à beaucoup près l'appliquer partout. D'un autre côté, « dans notre climat inconstant, on est souvent obligé de profiter des instants favorables de la saison pour hâter les travaux de l'ensemencement, que le mauvais temps pourrait entraver plus tard, et les semis faits d'après cette

méthode seraient certainement bien plus longs [1]. » Enfin les pauvres paysans, qui, seuls parmi les laboureurs, pourraient adopter la méthode dont il s'agit, devraient s'aider de leurs femmes et de leurs enfants pour répandre le grain au fond des sillons.

On conçoit d'ailleurs que quand des gelées et des dégels alternatifs qui surprennent les grains dans la glace, ou d'autres intempéries, des inondations, etc., ont détruit pendant l'hiver les blés d'automne, sur lesquels se fonde le principal espoir du peuple pour sa nourriture, et font craindre une disette ou seulement une cherté du pain, la méthode de M. Deslongchamps, appliquée aux semis destinés à remplacer ceux qui n'existent plus, ou aux semis ordinaires de mars, serait d'une immense ressource; car en épargnant la plus grande partie de la semence à la classe pauvre des laboureurs, elle lui conserverait des moyens de subsistance pour peut-être un mois ou six semaines.

L'insuffisance habituelle de nos moissons doit paraître d'abord quelque peu surprenante; aussi M. Deslongchamps s'en étonne-t-il et s'en occupe-t-il beaucoup [2]. Il trouve *déplorable*, c'est l'expression dont il se sert, que dans la France, pays essentiellement agricole, on ait besoin du blé des nations étrangères [3]. Évidemment, dans sa pensée, tant qu'il en sera ainsi, nous n'en saurions jamais produire assez, dussions-nous le semer grain à grain [4] et, comme il l'insinue, en repiquer, en transplanter les pieds un à un [5], comme on repique ou transplante dans les jardins des porreaux, des choux-fleurs ou des laitues.

Ainsi que M. Deslongchamps, nous voudrions que chacun fût constamment et abondamment pourvu de bon pain; mais quant aux moyens d'atteindre un but si désirable, nous croyons qu'il se trompe.

En effet, pour qu'une nation eût constamment assez de blé, il faudrait qu'elle en eût presque toujours de trop; car la marche si changeante des saisons fait souvent varier beaucoup, d'une année à l'autre, la quantité des récoltes, et, s'il y a des années fertiles, il y en a aussi

[1] Partie pratique et expérimentale, page 96.

[2] Voici la preuve sans réplique qu'il donne de cette insuffisance : « Dans les douze années de 1829 à 1840 inclusivement, d'après le tableau général du commerce de la France publié par l'administration des douanes, on a été obligé d'aller chercher à l'étranger pour 228 millions de céréales (page 92 de la partie pratique et expérimentale), déduction faite des exportations, ou terme moyen annuel, pour 19,000,000. » D'un autre côté, M. Moreau de Jonnès a calculé que pour le seul froment, l'importation a été, pendant les vingt-sept années 1816-1841, de 21,098,682 hectolitres, représentant une valeur de 464,102,000 francs, ou, par année moyenne, de 782,431 hectolitres, et de 17,188,949 francs. (Voyez, dans le *Journal des Economistes*, tome 4e, son *Mémoire sur le blé*, et surtout les pages 312, 313 et 314.)

[3] Voyez page 93 de la partie pratique et expérimentale.

[4] Voyez chapitre VIII, page 89 et suivantes.

[5] Voyez chapitre XI, page 140 et suivantes.

de stériles. Or, admettons pour un instant qu'à l'aide de la méthode de l'auteur, c'est-à-dire d'un labour fait avec la bêche, d'un ensemencement fait grain à grain, et même, s'il le fallait encore, de la transplantation des pieds de froment, les mauvaises années ne soient pas au-dessous des besoins, ou qu'avec l'excédant des bonnes, mis en réserve, on puisse compenser le déficit : qu'arrivera-t-il ?

Tout le monde trouvera d'abord facilement à vivre ; mais n'est-il pas vraisemblable que la population, qui tend toujours à s'accroître, augmentera rapidement ; que son niveau finira par dépasser celui des aliments dont elle dispose, et qu'alors il y aura retour des mêmes privations, des mêmes maux, pour une partie du peuple, et par conséquent nécessité de recourir au même remède, c'est-à-dire d'étendre à de plus grandes surfaces la méthode de culture préconisée par M. Deslongchamps ? méthode qui rapporte, il est vrai, le plus, si nous n'avons égard qu'au produit brut, mais qui exige incomparablement le plus de main-d'œuvre, accroît beaucoup le prix de revient ; qui s'étendrait forcément de plus en plus, à mesure que la population augmenterait ; changerait à la longue le champ cultivé avec la charrue en un grand nombre de petits champs cultivés avec la main : qui, pour ainsi dire, émietterait le sol, que l'on croit être déjà trop divisé ; supprimerait des bestiaux, par suite aussi des engrais ; substituerait à la grande culture, déjà si chère, la plus petite des cultures, qui le serait bien davantage ; imposerait à l'habitant pauvre des campagnes un labeur qui ne serait plus en rapport avec le profit qu'il en tire ; ferait hausser le prix du pain, celui du loyer de la terre, sans pour cela faire hausser le prix de la journée de travail, et, pour résumer en deux mots, convertirait notre fortuné pays, par la misère générale qui en serait le résultat, en une sorte de nouvelle Irlande.

On sait que l'Irlande est le pays de l'Europe où la division du sol en petites cultures est poussée le plus loin, et, en même temps, le pays où les ouvriers agricoles sont le plus malheureux. Il est vrai qu'ils n'y sont jamais propriétaires de la moindre parcelle de terre, et que, par leur nombre beaucoup trop grand, ils sont toujours en concurrence les uns contre les autres, se nuisent mutuellement, et se trouvent réduits à la dure nécessité ou de mourir de faim avec leurs familles, ou de louer le champ qui devra les faire vivre de pommes de terre à un prix si élevé, qu'ils ne peuvent jamais sortir de leur détresse. Je ne prétends pas que la surabondance de la population, qui n'est qu'agricole, l'exiguïté du petit morceau de terre sur lequel vit chaque famille, le taux exorbitant de son loyer, et un travail continuel et si mal rétribué, soient les seules causes de la misère irlandaise : je sais qu'il y en a encore d'autres. On peut dire cependant que ces circonstances la constituent ; et il est impossible, quand on envisage toutes les souffrances qui les accompagnent ou paraissent en résulter, de ne point repousser, pour son

pays, un système d'agriculture qui ressemblerait à celui de l'Irlande[1]. Des troupeaux innombrables d'hommes débiles, en proie à toutes les privations, à toutes les misères, et voués à une mort prématurée, ne valent pas un petit nombre d'habitants aisés, heureux, bien portants, et vivant une pleine vie.

Nous avons supposé tout à l'heure que tout le blé qui excède la consommation dans les années d'abondance sera gardé pour les années de disette. Et pourtant, croire qu'il en est toujours ainsi, c'est ne pas connaître les faits : le blé se conserve difficilement, et souvent les fermiers ont plus de profit à engraisser des bestiaux ou des volailles avec l'excédant de leurs récoltes qu'ils n'ont pu vendre tout de suite, qu'à le laisser manger dans leurs greniers par les charançons, ou se détériorer d'une autre manière. On travaille, on produit peu d'ailleurs en vue d'une utilité éventuelle et éloignée, mais beaucoup pour une utilité certaine, présente ou prochaine ; et une autre loi de toutes les industries, de l'industrie agricole aussi bien que des autres, c'est, comme l'a dit Adam Smith, que le *produit moyen annuel* puisse égaler, d'aussi près qu'il est possible, la quantité à laquelle on évalue la *consommation annuelle*. Voilà ce qui empêche et empêchera toujours le fermier d'avoir égard, dans ses prévisions, aux années exceptionnelles. Il ne sait pas, quand il ensemence ses terres, si l'année sera exceptionnelle, ni, si elle l'est, dans quel sens elle le sera. La prudence exige qu'il ne force point sa production de céréales en vue de leur cherté, ni qu'il ne la diminue point en vue de leur bon marché, parce que tout le contraire de ce qui serait dans son intérêt pourrait également arriver, et qu'il aurait encore contre lui la chance la plus fréquente, la plus probable, celle d'une récolte ordinaire ou à peu près ordinaire. Demander qu'il s'arrange de manière à prévenir toujours les disettes, c'est s'abuser. Comment d'ailleurs s'imposerait-il la perte qui en résulterait nécessairement pour lui, quand les gouvernements eux-mêmes et les administrations municipales qui, à la suite de ces fléaux, projettent de former des magasins pour assurer les populations contre la famine, abandonnent presque constamment les projets dès que le mal qui les fait naître a cessé ?

Il suit de là que, dans les pays où l'on ne cultive pas pour l'exportation, et la France prise en masse est dans ce cas, il ne faut pas compter sur le bon vouloir des seuls agriculteurs pour fournir tous les ans du pain à tous les habitants ; et tant que l'administration ne les y intéressera pas, ou n'en prendra pas les frais à son compte, nous serons encore *réduits à aller chercher chez les nations étrangères le blé qui nous manque pour alimenter une partie de notre population.*

[1] Il paraît certain que si l'Irlande était bien moins peuplée ou n'était pas seulement agricole, la terre s'y affermerait moins cher, les fermes y seraient moins petites et les paysans moins misérables.

M. Deslongchamps, non-seulement lui, mais encore beaucoup d'autres, voudraient cependant que la France produisît toujours assez de blé pour nourrir ses habitants; l'importation étrangère qui s'en fait chez nous leur semble une *chose déplorable*. On peut s'associer à ce désir, mais il n'y a rien là de déplorable. C'est (il faut bien répéter ici un lieu commun) avec des produits soit de notre sol, soit de notre industrie, de nos manufactures, de notre commerce, que nous payons le blé qui nous vient d'autres pays, et ces mêmes pays pourraient, avec tout autant de raison, trouver déplorable aussi que nous leur vendions en échange les articles dont ils ont besoin; car on n'admettra pas que nous les leur donnions pour rien, ni qu'ils les prennent pour nous faire plaisir. Si nous sommes leurs tributaires pour les grains qu'ils importent chez nous, ils sont les nôtres pour les marchandises que nous exportons chez eux. Ils nous donnent du blé en retour de ces marchandises, comme nous leur donnons celles-ci en retour de leur blé : des deux parts il y a profit.

Sans doute, la liberté a ses limites, mais aussi les citoyens ont leurs droits et leurs intérêts. Si nos départements septentrionaux et de l'Ouest produisent dans les années ordinaires plus de blé qu'ils n'en consomment, et si les départements du littoral de la Méditerranée n'en récoltent pas assez, pourquoi, par exemple, les premiers n'en vendraient-ils pas à l'Angleterre, et les derniers n'en feraient-ils pas venir de la mer Noire? De cette manière tous gagnent : l'Angleterre, qui reçoit des grains en bon état de conservation, et n'a pas à payer de grands frais de transport; car le trajet est court entre elle et la France; la Russie méridionale, qui exporte dans un pays où les prix sont beaucoup au-dessus de ses propres marchés; enfin, la France, dont une région vend avec bénéfice, et dont une autre achète à plus bas prix qu'elle ne pourrait acheter de tout autre pays, ou qu'elle ne pourrait produire elle-même [1].

Il n'est pas prouvé que les populations qui ont constamment recours à l'importation pour se nourrir (je prie de faire attention à ces mots, *constamment recours*) manquent plus souvent de pain que la plupart de celles qui cultivent elles-mêmes les céréales. Le commerce se charge de leur porter du grain tous les ans des contrées qui en récoltent au delà de ce qu'il leur faut; et comme les populations dont il

[1] Nous admettons avec M. Deslongchamps que si la Chine existe comme nation depuis plus de quatre mille ans, c'est que l'agriculture y est honorée comme le premier des arts. Il aurait pu dire aussi que son territoire est si vaste, offre des climats si différents, des productions si variées, et ses canaux, ses rivières, une navigation intérieure si facile, que son marché intérieur semble devoir suffire à tous ses besoins, et qu'elle n'a jamais recours à l'importation étrangère pour nourrir ses 200 millions d'habitants. Néanmoins, les disettes y sont fréquentes et souvent suivies d'affreuses mortalités, de véritables dépopulations.

s'agit sont pour ces contrées des consommateurs assurés, il se pourrait que les pays qui manquent rarement de blé, et ne peuvent, à cause de cela, passer d'avance des marchés pour leur approvisionnement, fussent ceux qui s'en procurent le plus difficilement lorsqu'ils en ont besoin. Je dis *il se pourrait*, car rien, que je sache, n'a été recueilli à cet égard. Quoi qu'il en soit, nous n'avons ni lu, ni entendu dire que la Hollande, la république de Hambourg, l'île de Malte, etc., dont les récoltes sont toujours au-dessous de leur consommation, fussent plus souvent en proie aux disettes que les pays d'où elles tirent du blé[1]. Enfin, il est bien permis de croire que la nécessité où se trouve la Hollande d'en faire venir tous les ans de l'étranger a été le vrai germe, je ne dis pas du commerce du monde, dont elle a été en possession, mais de son commerce en grains, et que les avantages qu'il lui procurait sont justement ce qui a le mieux servi l'agriculture du pays, et amené ses cultivateurs à tirer le meilleur parti possible du sol par des prairies, l'élève des bestiaux, et la culture de plusieurs plantes, telles que la garance, le lin, le chanvre, le tabac, etc., qui leur donnent des profits qu'ils ne pourraient jamais obtenir de la culture des céréales. Et (du moins on doit le croire) c'est parce que la Provence retire plus de la vente de ses vins et de ses fruits secs qu'elle ne pourrait gagner en cultivant une plus grande quantité de céréales, qu'elle achète tous les ans des grains pour sa nourriture.

Ces faits sont à peine connus, du moins chez nous, où les hommes les plus instruits, même ceux qui sont particulièrement appelés à décider les questions d'intérêt social, ont rarement fait une étude sérieuse de l'économie politique. Aussi, une obscurité profonde enveloppe-t-elle encore un grand nombre des questions les plus importantes qui s'y rattachent ; et, ce qui est plus fâcheux, des opinions mal fondées, adoptées sans examen, des préjugés, sont reçus comme autant d'axiomes et propagés par toutes les personnes dont ils flattent ou les intérêts particuliers, ou la manière de voir.

Le même reproche, au reste, doit être adressé à la plupart de ceux qui, ne se plaçant qu'à un point de vue pour regarder les choses, proclament comme des vérités certaines, évidentes, des erreurs véritables. Telle est l'opinion que je viens d'attaquer avec peut-être un peu de vivacité, parce que, comme tant d'autres non mieux fondées et qui ne sont pas toujours émises avec la même bonne foi, ni par des hommes d'un mérite personnel aussi éminent, je la trouve reproduite et défen-

[1] Toutes les très-grandes villes qu'approvisionnent des provinces lointaines pourraient être également citées, si ces provinces et ces villes ne faisaient pas partie des mêmes États. On conçoit d'ailleurs que quand les récoltes sont mauvaises partout, il y a nécessairement partout difficulté de se procurer des grains, et que si les habitants des villes et des pays où l'on n'en récolte point n'en manquent pas plus que les autres, c'est qu'ils les payent beaucoup plus cher.

due partout, dans nos livres, nos brochures, nos journaux, nos enquêtes et aux tribunes de nos deux Chambres.

Sans doute, s'il est un utile et noble but, c'est de vouloir empêcher la misère des pauvres agriculteurs, de montrer comment on peut prévenir le retour des disettes ou du moins diminuer leur intensité. Mais, quoi qu'on fasse, ce but ne sera jamais complétement atteint, et les intempéries qui ont amené les mauvaises récoltes de 1693, de 1709, de 1771, de 1816, en France et en Allemagne, ou de 1833 dans la Russie méridionale, seront toujours suivies des mêmes effets sur les moissons. Il faudrait, pour prévenir les disettes qui devront nécessairement en résulter, qu'un nouveau Joseph pût les annoncer d'avance à un nouveau Pharaon. Supposez maintenant de semblables intempéries ou des récoltes également insuffisantes, la famine sera d'autant plus rigoureuse et la quantité de ses victimes d'autant plus considérable, même toute proportion gardée, que le pays aura plus d'habitants. On conçoit en effet que les fruits des arbres des forêts et les plantes sauvages que, dans un besoin pressant, on applique à l'alimentation de l'homme, seraient bien plus tôt épuisés dans les pays très-peuplés que dans ceux qui le sont à peine.

Heureusement que nous ne sommes plus au temps où les nations étaient isolées les unes des autres, où des peuples formant aujourd'hui une seule agglomération et obéissant à une même loi, se fermaient mutuellement leurs frontières ou ne se connaissaient même point. La disposition générale des esprits, l'aisance et l'instruction devenues plus communes, les intérêts des nations mieux compris par elles, leurs relations de plus en plus fréquentes, un commerce chaque jour plus développé, plus nécessaire; des voies de communication, extérieures comme intérieures, plus multipliées, mieux entretenues; des moyens de transport plus prompts, plus faciles, plus puissants; une industrie avancée qui marche toujours; en un mot les progrès de la civilisation; telles sont les causes qui ne permettront pas, à moins d'un cataclysme, le retour de l'ancien état de choses. Enfin, à ces avantages se joint encore l'introduction en quantité continuellement croissante, dans la nourriture des hommes, de plusieurs plantes alimentaires qui se suppléent les unes les autres, mais surtout de la pomme de terre, qui est partout aujourd'hui cultivée en grand et dont les récoltes, presque indépendantes de la marche des saisons, rendent de plus en plus rares, de plus en plus difficiles les grandes disettes qui désolaient autrefois si souvent la France et toute l'Europe, à plus forte raison les disettes moins étendues ou tout à fait locales. Et c'est ainsi que disparaissent, avec ces fléaux, les grandes mortalités qu'elles produisaient.

Terminons en disant que la conséquence forcée de l'opinion, de la tendance contre laquelle je viens de m'élever, c'est qu'en appliquant à

l'industrie agricole des restrictions, des frontières calquées sur celles du territoire, on serait bien vite poussé à les appliquer à toutes les industries, et que cette voie de prohibitions ne pourrait que ramener les peuples à l'isolement des époques de barbarie. Il ne faut pas perdre de vue qu'obtenir par des concessions de douanes des concessions analogues de la part des nations voisines, c'est, en mettant chacun à même de produire plus spécialement ce qu'il produit le mieux pour ses intérêts et les intérêts des autres, travailler à l'utilité de tous, lier ou resserrer des amitiés internationales, et rendre impossibles les guerres, les dissensions qui priveraient l'union des peuples civilisés d'un membre nécessaire, et celui-ci des autres membres qui lui sont indispensables. C'est, en un mot, améliorer la condition de l'homme, lui faire sur la terre un meilleur sort; et rien n'autorise à en désespérer.

Cette heureuse réalisation, que l'histoire nous montre commencée depuis longtemps, deviendra, sans aucun doute, un bienfait plus complet, pour les générations qui succéderont à la nôtre, emportées qu'elles sont toutes vers le même but, par le besoin de plus de bien-être et par plus d'intelligence de leurs intérêts matériels.
